

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE

F. 81 — 1527

5 JUIN 1981. — Arrêté royal fixant, pour la région néerlandophone, la répartition des charges résultant de travaux effectués à des monuments protégés, autres que les bâtiments destinés à un culte reconnu, séminaires et presbytères

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 août 1931 sur la protection des monuments et des sites, notamment l'article 2, premier alinéa;

Vu le décret du 3 mars 1978 sur la conservation des monuments et des sites urbains et ruraux;

Vu la décision de l'Exécutif flamand du 16 mars 1981;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif flamand du 9 avril 1981;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Communauté flamande et de Notre Secrétaire d'Etat pour la Communauté flamande et sur l'avis de l'Exécutif flamand,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté fixe dans les limites des crédits octroyés à la communauté en ce qui concerne la région néerlandophone, la répartition des charges pour des travaux effectués à des monuments protégés, autres que les bâtiments destinés à un culte reconnu, séminaires et presbytères.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1° administrations publiques provinciales : les provinces et les séminaires diocésains;

2° administrations publiques locales : les communes, les agglomérations, fédérations, associations de communes, de la commission néerlandaise de la culture de l'agglomération bruxelloise pour autant qu'il s'agit de travaux effectués à des monuments situés dans la région néerlandophone, des centres publics d'aide sociale, des centres publics intercommunaux d'aide sociale, des polders, wateringues, des associations de polders ou de wateringues, des fabriques d'églises ainsi que d'autres personnes juridiques qui gèrent des biens immobiliers pour la pratique d'un culte public ou des associations de libre-penseurs.

3° revenus : les revenus passibles de l'impôt des personnes physiques pour l'avant-dernière année précédant celle de la demande, soit du demandeur s'il est célibataire, veuf ou divorcé, soit des deux conjoints si le demandeur est marié à la date de la demande;

4° enfant à charge : l'enfant pour lequel des allocations familiales ou d'orphelins, sont attribuées au demandeur ou à son conjoint à la date de la demande, ainsi que pour l'enfant pour lequel le demandeur ou son conjoint n'ont pas droit à de telles allocations, mais que le Ministre estime être effectivement à leur charge, pour autant qu'ils en apportent la preuve.

Pour la détermination du nombre d'enfants à charge, est compté pour deux enfants, l'enfant, qui, aux conditions fixées par le Ministre a été reconnu atteint à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

En outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur lui-même ou dont le conjoint ou un membre de la famille faisant partie du ménage, à la terminaison des travaux, est reconnu handicapé tel que mentionné à l'alinéa précédent.

Art. 3. La compétence d'accorder des subventions de la communauté, en vue de l'exécution des travaux mentionnés à l'article 1er et qui sont entrepris par, ou à l'initiative des administrations publiques provinciales et locales, de particuliers ou d'organismes privés, est exercée exclusivement par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant la protection des monuments dans ses attributions, nommé ci-après le Ministre.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN NEDERLANDSE CULTUUR

N. 81 — 1527

5 JUNI 1981. — Koninklijk besluit tot bepaling, voor het Nederlandse taalgebied, van de verdeling der kosten voor werken aan beschermde monumenten, andere dan gebouwen bestemd voor een erkende eredienst, seminaries en pastorieën

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 augustus 1931 op het behoud van monumenten en landschappen, inzonderheid op artikel 2, eerste lid;

Gelet op het decreet van 3 maart 1976 tot bescherming van monumenten, stads- en dorpsgezichten;

Gelet op de beslissing van de Vlaamse Executieve van 16 maart 1981;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Vlaamse Executieve van 9 april 1981;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en van Onze Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap en op het advies van de Vlaamse Executieve,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten van de Gemeenschap regelt dit besluit voor het Nederlandse taalgebied, de kostenverdeling voor werken aan beschermde monumenten, andere dan gebouwen bestemd voor een erkende eredienst, seminaries en pastorieën.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit worden verstaan onder :

1° provinciale openbare besturen : de provincies en bisschoppelijke seminaries;

2° lokale openbare besturen : de gemeenten, agglomeraties, federaties, verenigingen van gemeenten, de Nederlandse Commissie voor de Cultuur van de Brusselse agglomeratie, in zover de werken monumenten betreffen gelegen in het Nederlandse taalgebied, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn, polders, wateringen, verenigingen van polders of van wateringen, kerkfabrieken evenals andere rechtspersonen die voor de uitoefening van een openbare eredienst of voor verenigingen van vrijzinnigen onroerende goederen beheren;

3° inkomen : het aan de personenbelasting onderworpen inkomen van het voorlaatste jaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat, hetzij van de aanvrager indien hij ongehuwd, wedu-wenaar of uit het echt gescheiden is, hetzij van de twee echtgenoten indien de aanvrager op de datum van de aanvraag gehuwd is;

4° kind ten laste : het kind waarvoor op de datum van de aanvraag kinderbijslag of wezentoelagen worden toegekend aan de aanvrager of aan zijn echtgenote, alsmede het kind waarvoor de aanvrager of zijn echtgenote geen recht hebben op zulke bijslag of toelagen, maar dat door de Minister geacht wordt werkelijk te hunnen laste te zijn, voor zover zij dat bewijzen.

Voor het bepalen van het aantal kinderen ten laste wordt voor twee kinderen geteld, het kind dat door de bevoegde Minister erkend is als voor ten minste 66 procent getroffen door ont-rekendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Als hebbende een kind ten laste wordt eveneens beschouwd de aanvrager die of van wie de echtgenote of een familielid dat van zijn gezin deel uitmaakt op het ogenblik dat de werken beëindigd worden, erkend is zoals bedoeld in het vorige lid.

Art. 3. De bevoegdheid om toelagen van de Gemeenschap te verlenen met het oog op de in artikel 1 vermelde werken onder-nomen door of op initiatief van provinciale en lokale openbare besturen, particulieren of privé-instellingen, wordt uitsluitend uit-geoeft door de Minister of Staatssecretaris die bevoegd is voor de monumentenzorg, hiernagenoemd : de Minister.

Art. 4. § 1. Les subventions portent sur le montant total des dépenses admissibles aux subventions pour les travaux de sauvegarde, d'entretien et de réparation.

§ 2. Le Ministre fixe les modalités d'introduction du budget relatif aux travaux ainsi que les dépenses admissibles aux subventions soit en partie soit dans leur totalité.

§ 3. Sont admissibles aux subventions :

a) Le coût réel des travaux, la taxe sur la valeur ajoutée incluse, fixé par le décompte de l'ouvrage sans que toutefois ce coût puisse excéder le montant de l'offre ou de la soumission approuvée.

Les révisions de prix qui résultent des applications contractuelles et qui sont approuvées par le Ministre ou par son délégué.

Les frais des travaux supplémentaires et des travaux en plus pour autant que le Ministre ou son délégué ait approuvé au préalable leur exécution.

b) Si les travaux sont exécutés en régie, le montant approuvé par le Ministre, des frais d'acquisition des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux.

c) Un montant forfaitaire fixé à 7 p.c. des dépenses admissibles et destiné à couvrir les frais généraux, les frais d'étude de l'entreprise, les honoraires de l'auteur du projet, les frais d'adjudication, et les frais de surveillance, limité au montant de l'évaluation approuvée.

§ 4. Lors du calcul de la subvention, le Ministre peut fixer un montant maximum pour chaque dépense admissible.

Art. 5. Les subventions mentionnées ci-dessus ne seront accordées que pour autant que les devis aient été dressés et les travaux adjudés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

CHAPITRE II. — Dispositions spéciales

Section 1. — Travaux effectués par les administrations publiques provinciales et locales à des monuments protégés

Art. 6. Les subventions pour des travaux effectués par des administrations locales sont fixées comme suit : 60 p.c. à charge de la communauté, 20 p.c. à charge de la province, 20 p.c. à charge du propriétaire.

Art. 7. Les subventions pour des travaux effectués par des administrations provinciales sont fixées comme suit : 60 p.c. à charge de la communauté, 40 p.c. à charge du propriétaire.

Section 2. — Travaux entrepris à des monuments protégés appartenant à l'Etat ou à la Communauté ou à des établissements d'utilité publique placés sous le contrôle de l'Etat ou de la Communauté.

Art. 8. A l'exception de ce qui est prévu à l'article 16, le coût des travaux effectués à des monuments protégés qui sont la propriété de l'Etat ou de la communauté ou d'établissements d'utilité publique placés sous le contrôle de l'Etat ou de la Communauté, est pris en charge par l'Etat ou par la communauté ou par l'établissement concerné.

Section 3. — Travaux effectués à des monuments placés directement sous la protection de l'Etat

Art. 9. Le coût des travaux exécutés à des monuments placés directement sous le contrôle de l'Etat et qui appartiennent à l'Etat ou à la communauté ou à des établissements d'utilité publique, placé sous le contrôle de l'Etat ou de la communauté, est imputé du budget du Ministère ou de l'établissement concerné. Pour les autres monuments le coût est imputé au budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise.

Section 4. — Travaux effectués à des monuments protégés appartenant à des particuliers ou des établissements privés.

Art. 10. § 1. Les subventions pour des travaux entrepris par des associations socio-culturelles ou des fondations et établissements d'enseignement sont fixées comme suit : l'Etat : 55 p.c., la province : 15 p.c., la commune : 15 p.c., le propriétaire : 15 p.c., moyennant l'accord du propriétaire.

Art. 4. § 1. De toelagen hebben betrekking op het totale bedrag van de betoelaagbare uitgaven voor werken van instandhouding, onderhoud en herstel.

§ 2. De Minister bepaalt de wijze waarop de begroting voor de werken wordt ingediend en welke kosten hetzij geheel of gedeeltelijk voor betoelaging in aanmerking komen.

§ 3. Komen voor betoelaging in aanmerking :

a) De kostprijs van de werken, inbegrepen de belasting op de toegevoegde waarde, vastgesteld aan de hand van de definitieve afrekening doch beperkt tot het bedrag van de goedgekeurde offerte of aanbesteding.

De verrekningen die voortvloeien uit de toepassing van de contractuele bepalingen en die door de Minister of zijn gemachtigde worden goedgekeurd.

De kosten voor onvoorzene en noodzakelijke bijkomende werken en meerwerken waarmee de Minister of zijn gemachtigde voorafgaandelijk aan de uitvoering ervan zijn instemming heeft betuigd.

b) Indien de werken worden uitgevoerd in eigen beheer, het bedrag van de door de Minister goedgekeurde kosten voor de levering van materialen en diensten vereist voor het uitvoeren der werken.

c) Een forfaitair bedrag van 7 pct. van de betoelaagbare uitgaven tot dekking van de algemene kosten, studie van de aanname, ereloon van de ontwerper, aanbesteding en kosten van toezicht, beperkt tot het bedrag van de goedgekeurde raming.

§ 4. De Minister kan voor de berekening van de toelagen de maximumwaarde bepalen van betoelaagbare uitgaven.

Art. 5. De hogervermelde toelagen zullen slechts toegekend worden voor zover bij het opmaken der bestekken en de toewijzing der werken de wettelijke en reglementaire bepalingen worden nageleefd betreffende de overheidsopdrachten voor aanname van werken, leveringen en diensten.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Afdeling 1

Werken uitgevoerd door provinciale en lokale openbare besturen aan beschermde monumenten

Art. 6. De toelagen voor werken ondernomen door lokale openbare besturen worden vastgesteld als volgt : de gemeenschap 60 pct., de provincie 20 pct., de eigenaar 20 pct.

Art. 7. De toelagen voor werken uitgevoerd door provinciale openbare besturen worden vastgesteld als volgt : de gemeenschap 60 pct., de eigenaar 40 pct.

Afdeling 2. — De werken uitgevoerd aan beschermde monumenten eigendom van het Rijk of de Gemeenschap of van organismen van Openbaar Nut onder toezicht van het Rijk of de Gemeenschap.

Art. 8. Behoudens het bepaalde in artikel 16 vallen de kosten voor de werken uitgevoerd aan beschermde monumenten, eigendom van het Rijk of de Gemeenschap of van organismen van Openbaar Nut, onder toezicht van het Rijk of de Gemeenschap ten laste van het Rijk of de Gemeenschap of van het betrokken organisme.

Afdeling 3. — Werken uitgevoerd aan monumenten die onder rechtstreekse bescherming van het Rijk geplaatst zijn

Art. 9. De kosten voor de werken aan monumenten die onder rechtstreekse bescherming van het Rijk geplaatst zijn en toebehooren aan het Rijk of de Gemeenschap of organismen van Openbaar Nut onder toezicht van het Rijk of de Gemeenschap, vallen ten laste van de begroting van het betrokken Ministerie of organisme. Voor de andere vallen de kosten ten laste van de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur.

Afdeling 4

Werken aan beschermde monumenten toebehorend aan particulieren of privé-instellingen

Art. 10. § 1. De toelagen voor werken ondernomen door socio-culturele verenigingen of stichtingen en onderwijsinstellingen worden vastgesteld als volgt : de gemeenschap 55 pct., de provincie 15 pct., de gemeente 15 pct., de eigenaar 15 pct., mits akkoord van de eigenaar.

§ 2. En ce qui concerne l'application de la disposition prévue à l'article 10, § 1, le Ministre établit une réglementation fixant les critères relatifs aux statuts, à la structure et aux objectifs auxquels doivent répondre les associations socio-culturelles ou fondations.

§ 3. Les associations socio-culturelles ou fondations qui ne répondent pas aux critères prévus à l'article 10, § 2, sont assimilés aux sociétés de commerce.

Art. 11. § 1. Les subventions pour les travaux entrepris par des particuliers ou des établissements privés à des monuments protégés, sans valeur locative, pour autant que ceux-ci soient ouverts au public, sont fixées comme suit : la communauté 60 p.c., la province 15 p.c., la commune, 15 p.c., le propriétaire 10 p.c., moyennant l'accord du propriétaire.

§ 2. En ce qui concerne l'application de la disposition prévue à l'article 11 § 1, le Ministre établit les conditions concernant l'ouverture au public.

Art. 12. Les subventions pour des travaux entrepris par des particuliers à des monuments protégés à valeur locative, sont fixées en fonction du revenu, selon le barème suivant :

a) la communauté 60 p.c., la province : 15 p.c., la commune 15 p.c., le(s) propriétaire(s) 10 p.c. (moyennant l'accord du (des) propriétaire(s) lorsque le revenu n'excède pas 650 000 francs;

b) la communauté 50 p.c., la province 10 p.c., la commune 10 p.c., le(s) propriétaire(s) 30 p.c. (moyennant l'accord du (des) propriétaire(s) lorsque le revenu n'excède pas 650 000 francs, majoré de la somme de 1 franc à 350 000 francs;

c) la communauté 45 p.c., la province 7,5 p.c., la commune 7,5 p.c., le(s) propriétaire(s) 40 p.c. (moyennant l'accord du (des) propriétaire(s) lorsque le revenu excède 1 000 000 de francs.

Art. 13. § 1. Les plafonds concernant les revenus fixés à l'article 12 sont majorés de 30 000 francs par enfant à charge.

§ 2. Les montants mentionnés à l'article 12 et au § 1 du présent article sont liés à l'indice des prix à la consommation égal à 124,02 points. Ils sont majorés ou diminués de 2 p.c. à partir du premier du second mois suivant la période de deux mois successifs pendant laquelle l'indice des prix atteint 126,50 points ou baisse à 121,54 points. Ensuite ils sont majorés ou diminués aux mêmes conditions chaque fois que l'indice des prix augmente ou baisse d'au moins 2,48 points pendant deux mois successifs, par rapport à l'indice des prix qui a justifié soit l'augmentation précédente, soit la baisse précédente.

Art. 14. Les subventions pour des travaux entrepris par des sociétés de commerce à des monuments protégés ou des travaux effectués par les établissements privés mentionnés à l'article 10, § 3, à des monuments protégés qui ne sont pas ouverts au public, sont fixées comme suit : la communauté 40 p.c., la province 5 p.c., la commune 5 p.c., le(s) propriétaire(s) 50 p.c. (moyennant l'accord du (des) propriétaire(s)).

Section 5. — Dispositions communes

Art. 15. Les pourcentages susmentionnés concernant la répartition des charges parmi les instances mentionnées à l'article 2, à l'exception de la communauté ne peuvent être modifiés que par arrêté royal individuel et pour autant que les autres instances concernées aient consenti à prendre en charge une partie de la contribution de l'instance qui en a fait la demande et que celle-ci reste disposée à prendre en charge une partie des frais.

Art. 16. La Société nationale terrienne et la Société nationale du Logement ainsi que les organisations reconnues qui en relèvent, sont placées au même rang que les établissements mentionnés à l'article 2, 2.

Art. 17. Les subventions pour les travaux entrepris par des particuliers ou des établissements privés à des monuments protégés à valeur locative, prévues aux articles 11 à 14, ne seront accordées que si le(s) propriétaire(s) les usufruitiers, ou en cas d'indivision le(s) copropriétaire(s) ainsi que les conjoints, au cas où il s'agit de biens indivisés ou de biens du patrimoine commun, s'engagent à respecter les dispositions suivantes :

a) interdiction de vendre le monument ou de le grever de droits réels au cours de la période qui s'écoule entre l'engagement définitif de la subvention et la fin des travaux. Au cas où cette disposition ne peut être observée cette vente ou charge doit être portée à la connaissance de la communauté et la totalité des subventions doit être restituée.

§ 2. De Minister stelt voor de toepassing van de in § 1 van dit artikel voorziene bepaling een regeling vast inzake de criteria voor wat betreft statuten, de structuur en de doelstellingen waaraan de socio-culturele verenigingen of stichtingen moeten voldoen.

§ 3. De socio-culturele verenigingen of stichtingen die aan de in § 2, van dit artikel bedoelde criteria niet voldoen, worden gelijkgesteld met de handelsvennootschappen.

Art. 11. § 1. De toelagen voor werken ondernomen door particulieren of privé-instellingen aan beschermde monumenten zonder huurwaarde, voor zover ze opengesteld zijn voor het publiek worden vastgesteld als volgt : de gemeenschap 60 pct., de provincie 15 pct., de gemeente 15 pct., de eigenaar 10 pct., mits akkoord van de eigenaar.

§ 2. De Minister stelt voor de toepassing van de in § 1 van dit artikel bedoelde toelagen de voorwaarden inzake de openstelling voor het publiek vast.

Art. 12. De toelagen voor werken ondernomen door particulieren aan beschermde monumenten met huurwaarde worden naargelang van het inkomen vastgesteld als volgt :

a) de gemeenschap 60 pct., de provincie 15 pct., de gemeente 15 pct., de eigenaar 10 pct. (mits akkoord van de eigenaar(s)) wanneer het inkomen niet meer bedraagt dan 650 000 frank;

b) de gemeenschap 50 pct., de provincie 10 pct., de gemeente 10 pct., de eigenaar(s) 30 pct. (mits akkoord van de eigenaar(s)) wanneer het inkomen niet meer bedraagt dan 650 000 frank, verhoogd met een bedrag van 1 frank tot 350 000 frank;

c) de gemeenschap 45 pct., de provincie 7,5 pct., de gemeente 7,5 pct., de eigenaar(s) 40 pct. (mits akkoord van de eigenaar(s)), wanneer het inkomen meer bedraagt dan 1 000 000 frank.

Art. 13. § 1. De in artikel 12 betreffende het inkomen gestelde grenzen worden verhoogd met 30 000 frank per kind ten laste.

§ 2. De in artikel 12 en in § 1 van dit artikel vermelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer 124,02 per consumptie-prijzen. Ze worden met 2 procent verhoogd of verlaagd vanaf de eerste van de tweede maand volgend op de periode van twee opeenvolgende maanden waarin het indexcijfer 126,50 punten bereikt of tot 121,54 punten daalt. Vervolgens worden ze in dezelfde voorwaarden verhoogd of verlaagd, telkens als het indexcijfer gedurende twee opeenvolgende maanden met minstens 2,48 punten stijgt of daalt ten opzichte van het indexcijfer dat hetzij de voorafgaande verhoging, hetzij de voorafgaande verlaging gewettigd heeft.

Art. 14. De toelagen voor werken ondernomen door handelsvennootschappen aan beschermde monumenten of werken uitgevoerd door de privé-instellingen vermeld in artikel 10, § 3 aan beschermde monumenten die niet opengesteld zijn voor het publiek, worden vastgesteld als volgt : de gemeenschap 40 pct., de provincie 5 pct., de gemeente 5 pct., de eigenaar(s) 50 pct. (mits akkoord van de eigenaar(s)).

Afdeling 5. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 15. De hogervermelde percentages in de verdeling der kosten voor de instanties vermeld in artikel 2, met uitzondering van de gemeenschap kunnen slechts gewijzigd worden bij individueel koninklijk besluit voor zover de instantie die hiertoe het initiatief neemt het akkoord verworven heeft van de andere instanties om een gedeelte van zijn aandeel over te nemen en bereid blijft een gedeelte der kosten te dragen.

Art. 16. De Nationale Landmaatschappij en de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en haar erkende maatschappijen worden voor wat de vaststelling van de toelagen betreft gelijkgesteld met de instanties vermeld in artikel 2, 2.

Art. 17. De in artikel 11 tot en met 14 voorziene toelagen voor werken ondernomen door particulieren of privé-instellingen aan beschermde monumenten met huurwaarde, zullen slechts worden toegekend wanneer de eigenaar(s), de vruchtgebruikers, of ingeval, er onverdeeldheid is, de mede-eigenaar(s), evenals de echtgenoten, ingeval het onverdeelde goederen betreft of goederen van het gemeenschappelijk vermogen, de volgende verbintenissen onderschrijven en ze ononderbroken naleven :

a) het monument niet te vervreemden of te belasten met zake-lijke rechten tijdens de periode die verloopt tussen de vaste toezegging der toelage en het einde der werken. Indien deze bepaling niet kan nageleefd worden moet deze vervreemding of belastinging meld worden bij de Gemeenschap en moet de totaliteit der overheidstoelagen terugbetaald worden aan de Gemeenschap die ze zal uitkeren aan de rechthebbende overheid;

b) interdiction de vendre le monument ou de le grever de droits réels sans l'autorisation du Ministre dans un délai de vingt ans après la réception définitive des travaux pour lesquels les subventions furent accordées. Au cas où ce délai ne peut être observé cette vente ou charge doit être portée à la connaissance de la communauté et une partie des subventions ainsi qu'un intérêt doivent être restitués à la communauté. Le montant à restituer et l'intérêt sont calculés selon la formule suivante :

$$K = A \times B \times \frac{n}{20}$$

$$Z = K \times I \times J$$

Dans cette formule :

K = le capital à restituer.

Z = l'intérêt à payer.

A = étant la plus-value après la restauration. Cette plus-value représente la différence de valeur avant et après la restauration, calculée sur la base d'une estimation approuvée par le Ministre.

B = étant le pourcentage des subventions accordées par les autorités (communauté, province, commune), par rapport au coût total des travaux, y compris le coût des travaux y compris le coût des travaux non subventionnés que le propriétaire aurait entrepris au cours de la restauration;

n = étant le nombre d'années non encore écoulées du délai de vingt ans.

I = étant le taux d'intérêt légal.

J = étant le nombre d'années écoulées entre la fin des travaux et la vente.

c) interdiction de faire intervenir la plus-value résultant des subventions accordées en cas d'augmentation du loyer ou d'une compensation exigée sur la base des travaux de restauration; cette clause doit figurer dans le contrat de bail passé avec l'occupant ou le locataire de l'immeuble.

d) aussitôt après réception définitive des travaux et ce pendant un délai de vingt ans :

1° de souscrire une assurance couvrant les dégâts causés par l'incendie et tout autre dégât causé par des explosions, la foudre, les catastrophes aériennes et les intempéries;

2° de signaler aussitôt à la communauté tout dégât causé par l'incendie, la tempête ou la foudre;

3° d'utiliser intégralement le dédommagement payé sur base de l'assurance susmentionnée pour la restauration du monument. De restituer le dédommagement à la communauté au cas où il ne serait pas procédé à la restauration;

4° d'accorder à la communauté le droit de préemption;

5° de laisser exécuter annuellement et à ses frais un examen agréé par le Ministre, de l'état physique du monument.

§ 2. L'ordre d'entamer les travaux ne peut être donné qu'après avoir fait enregistrer auprès du conservateur des hypothèques, un accord entre la communauté, le propriétaire et les usufruitiers et aux termes duquel le propriétaire s'engage à respecter les dispositions du présent article.

CHAPITRE III. — Sanctions

Art. 18. § 1. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou des poursuites judiciaires prévues en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire de la subvention est tenu de restituer à la communauté les primes qui lui sont accordées en vertu du présent arrêté :

a) lorsqu'une déclaration fautive ou incomplète a été faite en vue de pouvoir bénéficier indûment des subventions accordées en vertu du présent arrêté;

b) lorsqu'une infraction fut commise quant aux engagements souscrits conformément à l'article 17.

§ 2. Le montant des subventions à restituer à la communauté doit être versé au bénéfice du Fonds pour la protection des Monuments et des Sites inscrit sous le Titre IV, article 66.04 du budget des affaires culturelles de la communauté culturelle néerlandaise, section Culture néerlandaise.

b) het monument niet te vervreemden of zonder toelating van de Minister te belasten met zakelijke rechten in een termijn van twintig jaar na de definitieve oplevering der werken waarvoor de toelagen worden toegekend. Indien deze termijn niet kan nageleefd worden moet deze vervreemding of belasting gemeld worden bij de Gemeenschap en moet aan de Gemeenschap een gedeelte der overheidstoelagen en een intrest terugbetaald worden. De terugbetaling van de toelagen en de intrest worden berekend als volgt :

$$K = A \times B \times \frac{n}{20}$$

$$Z = K \times I \times J$$

In deze formule is :

K = terug te betalen kapitaal;

Z = te betalen intrest;

A = meerwaarde na de restauratie. Deze meerwaarde is het verschil in waarde voor en na de restauratie bepaald aan de hand van een door de Minister aanvaarde schatting;

B = het percentage van de overheidstoelagen (Staat, provincie, gemeente) verleend in de volledige kostprijs der werken, hierin eveneens begrepen de kostprijs van de werken die de eigenaar tijdens de restauratiewerken zonder subsidie zou hebben uitgevoerd;

n = het aantal jaren nog te lopen van de 20 jarige termijn;

I = wettelijke intrestvoet;

J = aantal jaren verlopen tussen het beëindigen der werken en de verkoop;

c) geen rekening te houden met de meerwaarde die voortvloeit uit de toegekende toelagen bij elke eventuele en welkdanige huurverhoging of vergoeding op grond van de restauratiewerken; deze verbintenis moet in de overeenkomst met de bewoner of huurder van het onroerend goed; opgenomen worden;

d) onmiddellijk na de definitieve oplevering der werken en dit gedurende een termijn van twintig jaar :

1° een verzekering af te sluiten voor de schade veroorzaakt door brand en van de andere schade dan brandschade veroorzaakt door ontploffingen, door blikseminslag, door het neerstorten van vliegtuigen en door de storm;

2° onmiddellijk bij de gemeenschap melding te maken van elke brand-, storm- of bliksemschade;

3° de op basis van de hogervermelde verzekering uitbetaalde schadevergoeding integraal te besteden aan het herstel van het monument. In geval niet tot herstel wordt overgegaan de schadevergoeding af te staan aan de Gemeenschap;

4° aan de Gemeenschap een recht van voorkoop te verlenen;

5° jaarlijks op zijn (hun) kosten een door de Minister goedgekeurd nazicht te laten uitvoeren naar de bouwfysische toestand van het monument.

§ 2. Het bevel tot aanvang der werken mag slechts gegeven worden nadat een overeenkomst tussen de gemeenschap en de eigenaar en de vruchtgebruikers is overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder, waarin de eigenaar er zich toe verbindt de in dit artikel voorziene bepalingen na te leven.

HOOFDSTUK III. — Sancties

Art. 18. § 1. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, is de toelageverkrijger ertoe verplicht alle hem krachtens dit besluit betaalde premies aan de gemeenschap terug te storten :

a) wanneer een onjuiste of onvolledige verklaring werd afgelegd om bij dit besluit toegekende toelagen ten onrechte te genieten;

b) wanneer een inbreuk werd gepleegd op de verbintenissen onderschreven overeenkomstig artikel 17.

§ 2. Het bedrag van de aan de Gemeenschap terug te betalen toelagen dient gestort te worden ten voordele van het Fonds voor Monumenten- en Landschapszorg ingeschreven onder titel IV, artikel 66.04, A, van de begroting van de culturele zaken van de Nederlandse Cultuurgemeenschap sector Nederlandse Cultuur.

Le recouvrement est confié à l'Administration des Taxes sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines qui procède conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

§ 3. Le Ministre peut renoncer en partie ou entièrement au recouvrement des subventions lorsqu'il juge que des circonstances graves et exceptionnelles empêcheront ou auront empêché le bénéficiaire de respecter les engagements souscrits conformément à l'article 17.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 19. Le présent arrêté n'est pas applicable aux travaux pour lesquels, en ce qui concerne la région néerlandophone, un régime de subventionnement propre a été établi.

Art. 20. Les travaux pour lesquels une autorisation a été accordée ou dont la répartition des charges a été fixée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont entamés ou poursuivis conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 21. Notre Ministre de la Communauté flamande et Notre Secrétaire d'Etat pour la Communauté flamande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juin 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,
G. GEENS

Le Secrétaire d'Etat pour la Communauté flamande,
Mme H. DE BACKER-VAN OCKEN

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE

F. 81 — 1528

18 JUIN 1981. — Arrêté, royal modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1981 portant création des centres d'enseignement secondaire de plein exercice de l'enseignement de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1980 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice et notamment les articles 18 et 20;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Éducation nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est créé pour la Communauté française, le centre d'enseignement secondaire de plein exercice de l'enseignement de l'Etat suivant :

Athénée royal d'Anvaing, Frasnes-lez-Anvaing.
Lycée d'Etat, Mont-de-l'Enclus.

Art. 2. Est abrogée la disposition 17 de l'article 1er de l'arrêté royal du 2 avril 1981.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1981.

Art. 4. Notre Ministre de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Éducation nationale,
Ph. BUSQUIN

De invordering wordt toevertrouwd aan het Bestuur van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen dat handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

§ 3. De Minister kan geheel of gedeeltelijk afzien van de invordering van de toelagen wanneer hij oordeelt dat ernstige en buitengewone omstandigheden de verkrijger zullen verhinderen of verhinderd hebben de overeenkomstig artikel 17 onderschreven verbintenissen na te komen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 19. Dit besluit is niet van toepassing op de werken waarvoor, met betrekking tot het Nederlandse taalgebied, in een eigen subsidieregeling is voorzien.

Art. 20. De werken waarvoor de machtiging werd verleend of de kostenverdeling vóór de inwerkingtreding van dit besluit werd vastgesteld, worden begonnen of verder gezet volgens de voor dit besluit geldende bepalingen.

Art. 21. Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en Onze Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap zijn elk wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap,
G. GEENS

De Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap,
Mevr. H. DE BACKER-VAN OCKEN

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

N. 81 — 1528

18 JUNI 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1981 houdende oprichting van de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs met volledig leerplan voor het Rijksonderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1980 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op artikels 18 en 20;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Wordt opgericht voor de Franse gemeenschap de volgende schoolgemeenschap voor secundair onderwijs met volledig leerplan voor het Rijksonderwijs :

Koninklijk Atheneum Anvaing, Frasnes-lez-Anvaing.
Rijkslyceum, Mont-de-l'Enclus.

Art. 2. De bepaling 17 van het koninklijk besluit van 2 april 1981 wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1981.

Art. 4. Onze Minister van Nationale Opvoeding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,
Ph. BUSQUIN